

Quelles sont les autres occasions d'échange entre le médecin du travail et l'entreprise de propreté ?

■ Les réunions du CHSCT :

Lorsqu'il existe, le CHSCT est un lieu d'échange qui réunit les principaux acteurs internes de l'entreprise et externes, dont le médecin du travail. Le CHSCT a pour mission de veiller à la préservation de la santé des salariés, à la prévention des risques et à l'amélioration des conditions de travail.

Pour cela, ses membres effectuent des visites régulières sur les sites pour mieux connaître les conditions de travail des salariés.

Le CHSCT est également consulté sur le règlement intérieur et le plan de prévention. Parmi ses attributions majeures, citons :

son intervention, en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle pour réaliser une enquête ou l'aménagement des postes de travail ;

sa consultation, en vue de faciliter l'emploi, la remise ou le maintien au travail des salariés.

La présence effective du ou des médecins du travail est indispensable. En conséquence, il est souhaitable d'établir un calendrier prévisionnel des différentes réunions. Par ailleurs, un ordre du jour doit être communiqué au minimum 15 jours avant la tenue de la réunion et remis à l'ensemble des membres constituant le CHSCT ainsi qu'à l'inspecteur du travail et au contrôleur de la Caisse Régionale d'Assurance maladie, CRAM.

■ Les études et aménagements de postes de travail

Les préconisations ou la réflexion sur un aménagement de poste technique ou organisationnel sont une occasion de dialogue entre l'employeur, le médecin du travail et l'équipe pluridisciplinaire. Traditionnellement, ces études de postes sont réalisées dans le cadre de restrictions d'aptitude. D'autres situations existent : lors d'une embauche, d'une mutation de poste, d'un changement dans l'organisation...

■ La formation

Le médecin du travail anime notamment les formations "premiers secours" et "gestes et postures". Il les adapte aux personnes à mobilité réduite.

■ La sensibilisation à la thématique du handicap

Lors de ces sessions organisées à destination des salariés des entreprises, le médecin du travail intervient en collaboration avec le formateur pour présenter des exemples pratiques d'adaptation de situations de travail.

Fonctions et interventions du médecin du travail auprès de l'entreprise

Quelles sont les activités du médecin du travail ?

La mission du médecin du travail ne se limite pas à la visite médicale à l'embauche et aux examens périodiques. Conseiller du chef d'entreprise, des salariés, des représentants du personnel et des services sociaux, son rôle préventif consiste "à éviter toute altération de la santé des travailleurs du fait de leur travail" (art. L. 4622-3 du code du travail).

Le code du travail délimite un champ d'intervention élargi à tout ce qui concerne :

- l'amélioration des conditions de vie et de travail dans l'entreprise ;
- l'adaptation des postes, des techniques et des rythmes à la physiologie humaine ;
- la protection des salariés contre l'ensemble des nuisances, et notamment contre les risques d'accident du travail ou d'utilisation des produits dangereux ;
- l'hygiène générale de l'établissement et des services de restauration ;
- la prévention et l'éducation sanitaires dans le cadre de l'établissement en rapport avec l'activité professionnelle ;
- la prescription éventuelle d'examens complémentaires en rapport avec le travail, à la charge de l'employeur (art. R. 4624-25 du code du travail).

Cette description montre une grande diversité d'interventions pour accompagner le maintien en emploi des salariés en difficulté, en participant par exemple à :

- la suppression précoce d'un risque pour prévenir la survenue d'une maladie professionnelle ;
- l'installation d'une aide technique pour éviter des gestes répétitifs.

Quelles sont les responsabilités du médecin du travail ?

Véritable interface entre les salariés et l'entreprise, le médecin du travail a pour particularité d'exercer sa mission à la fois en cabinet médical et sur les lieux d'activité du salarié, d'où une double responsabilité :

- Au sein du cabinet médical, il procède à l'examen de santé général du salarié, en fonction du métier exercé. Lieu de confidences placé sous le sceau du secret professionnel, il permet de recueillir des informations essentielles : la façon dont le salarié vit son travail, ses conditions d'exercice, les difficultés qu'il peut rencontrer, etc...
- Sur les lieux d'activité des salariés, il est chargé d'un autre diagnostic : celui de l'environnement de travail de l'entreprise. Sa mission opérationnelle : observer les conditions de travail, évaluer les techniques employées et les risques professionnels, estimer les possibilités d'aménagements et de protection contre l'ensemble des nuisances détectées. Le médecin du travail exerce donc un métier original du fait de cette double attribution : diagnostic médical individuel d'une part, diagnostic d'organisation technique et collective d'autre part. Les rapports et conclusions qu'il transmet à l'employeur tiennent compte de ces deux approches.

Exemple d'intervention

A l'occasion d'une visite annuelle auprès du médecin du travail attaché à son entreprise, Mme Jeanne V. se plaint de douleurs dans le bas du dos... Elle avait déjà ressenti des douleurs analogues quelques années auparavant et celles-ci avaient été soulagées suite à une prescription d'anti-inflammatoires par son médecin traitant. Elle confie également qu'elle a changé de lieu d'activité depuis un mois et qu'elle est désormais agent de service dans un immeuble ancien réaménagé à usage de bureaux. Puis précise : "Je dois porter un aspirateur assez lourd dans un escalier en colimaçon pour pouvoir nettoyer les mezzanines, c'est pour cela que j'ai à nouveau mal".

Dans l'attente d'un prochain rendez-vous avec le médecin traitant, l'activité professionnelle est temporairement maintenue, assortie de conseils concernant les gestes et postures. La fiche d'aptitude délivrée en fin de visite est alors ainsi rédigée : "Apte, étude de poste à réaliser. A revoir dans un mois".

En accord avec Mme V., un rendez-vous est pris le jour même avec l'employeur afin d'évaluer plus précisément la pénibilité de certaines tâches et réfléchir aux moyens d'y remédier. Conformément au secret médical, aucune référence aux symptômes décrits par Mme Jeanne V. ne sera faite.

Quels sont les documents qui font le lien entre l'entreprise et le service de santé au travail ?

Différents supports d'information et de réflexion garantissent une communication régulière entre les deux.

A l'égard des médecins du travail le chef d'entreprise utilise :

- **les "Documents Contractuels"**. Adressés au service de santé au travail, ils détaillent notamment la liste du personnel et les postes de travail. Ils sont régulièrement mis à jour en fonction des entrées et sorties des salariés. Cette actualisation est rendue difficile par les flux générés par l'Annexe 7 (cf fiche n°1).
- **le "Document Unique"**. Quelle que soit la taille de son entreprise, l'employeur est tenu de faire l'évaluation des risques professionnels et de mettre en œuvre les mesures appropriées à des fins de prévention. Ce document recense les dangers, les personnes exposées et les priorités d'action pour maîtriser les dommages sur la santé. Il expose également les plans de préventions existants entre les entreprises sous-traitantes et les entreprises clientes.

Pour sa part, outre la fiche d'aptitude, le médecin du travail dispose de deux autres supports pour transmettre ses préconisations à l'entreprise :

- **la "Fiche d'Entreprise"**. Synthèse des risques professionnels repérés sur les lieux d'activité des salariés. Elle est actualisée régulièrement et transmise à l'employeur qui la tient à disposition de l'Inspection du Travail (code du Travail art D. 4624-37). La fiche d'entreprise est une aide et participe à la connaissance et à la maîtrise des risques professionnels.
- **le "Plan d'Activité"**. Annuel, il porte sur un thème choisi en fonction des besoins de sécurité recensés par les médecins du travail. Tout employeur peut solliciter le médecin pour la mise en place d'actions d'information ou de sensibilisation touchant plus particulièrement son secteur. Pour les entreprises de plus de 300 salariés, le médecin du travail rédige un rapport annuel spécifique, dédié à l'entreprise. Conformément au code du travail (art. D. 4624-42), il y présente le bilan de son activité d'observation et de conseil, à destination de l'employeur, du Comité d'Entreprise et du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail, CHSCT.

Par ailleurs, le Centre technique international de la propreté, CTIP (voir fiche 1) a élaboré des supports spécifiques utilisables par les entreprises de propreté et services associés.